

Groupement d'intérêt scientifique
Institut pour la Recherche en Santé Publique
(GIS IReSP)

Rapport d'activités 2020



Sommaire

Introduction.....	3
I. Structuration de l'équipe de l'IRESP.....	5
II. Etat des lieux et identification des besoins de la recherche	6
1. Groupe de travail « Services, Interventions et Politiques en Santé »	6
2. Partenariat européen <i>Transforming Health and Care Systems</i>	7
3. État des lieux de la recherche sur les addictions.....	7
4. Bilan des appels à projets 2011-2019 du programme « handicap et perte d'autonomie » (CNSA/IRESP)	8
III. Soutien et accompagnement des projets de recherche	8
1. Appels à projets de recherche.....	8
2. Accompagnement et coordination d'un programme de recherche interventionnelle dans le cadre de l'action 1.2.5 du Plan Cancer 2014-2019.....	16
3. Suivi des projets financés	17
IV. Autres outils de support à la recherche	19
1. Evolution du Portail Epidémiologie France	19
2. L'opportunité du Portail FReSH (France Recherche en Santé Humaine)	19
V. Actions d'animation de la communauté et de communication.....	20
1. Action d'animation et de structuration de la recherche sur le polyhandicap	20
2. Les Rendez-vous de l'IRESP	21
3. Subventions accordées pour l'organisation de colloque (hors AAP)	21
4. Outils de Communication.....	22
VI. Éléments financiers	24
1. Conventions de financement et Recettes	24
2. Dépenses	25
VII. Perspectives.....	27
1. Perspectives institutionnelles.....	27
2. Perspectives scientifiques	27
ANNEXE 1 : Bilan des projets soutenus par la CNSA (2011-2019).....	28
ANNEXE 2 : Liste des projets retenus pour financement par AAP en 2020	29
ANNEXE 3 : Projet PrevHPV - Bilan des questionnaires diffusés auprès des populations cibles	34
ANNEXE 4 : Volumétrie des appels à projets (2016-2020).....	35

Introduction

L'année 2020 a été marquée par l'entrée en vigueur, le 29 mai, de la nouvelle convention constitutive du GIS IReSP, signée par dix Membres (la DGS, la Drees, le CNRS, la CNAM, la CNSA, l'INCa, l'Inserm, le MESRI, la Mildeca et Santé publique France¹) pour une durée de six ans. L'IReSP (anciennement Institut de Recherche en Santé Publique) est devenu l'Institut *pour* la Recherche en Santé Publique. Rémy Slama, épidémiologiste environnemental, Directeur de Recherche à l'Inserm a été nommé Directeur du nouveau GIS.

Cette convention manifeste la volonté des Membres du GIS à continuer de développer, structurer et promouvoir la recherche en santé publique et à renforcer leur soutien dans ce sens sur la base d'un programme scientifique concerté. Un nouveau modèle d'action (Figure 1) a été construit avec un renforcement des activités en amont et en aval des appels à projets.

La gouvernance et la structuration du GIS IReSP a évolué, en passant de 23 partenaires sous l'ancienne convention constitutive à 10 Membres contribuant financièrement aux activités du GIS et participant au Comité exécutif du GIS.

La nouvelle convention entérine également la constitution d'un **Comité d'Orientation Scientifique**, nouvel organe consultatif garant de la pertinence et de la qualité scientifique des activités de l'IReSP, qui sera mis en place en 2021.

Le premier Comité Exécutif a eu lieu le 23 septembre 2020 et le Pr Jérôme Salomon, Directeur général de la santé, en a été nommé Président. Le programme annuel d'activités 2021 et le budget associé ont été approuvés par les Membres du GIS lors de la deuxième réunion du Comité Exécutif, le 9 décembre 2020.

En 2020, les activités du GIS IReSP et sa programmation ont été influencées par la crise sanitaire liée à la Covid-19. L'équipe a su s'adapter pour assurer ses missions, notamment pour le lancement des appels à projets 2020 et la réalisation des évaluations scientifiques des projets scientifiques déposés, sans retard majeur par rapport au calendrier prévisionnel. Une attention particulière a été portée à l'accompagnement des équipes scientifiques qui ont rencontré des difficultés dans la mise en œuvre de leurs projets financés par l'IReSP.

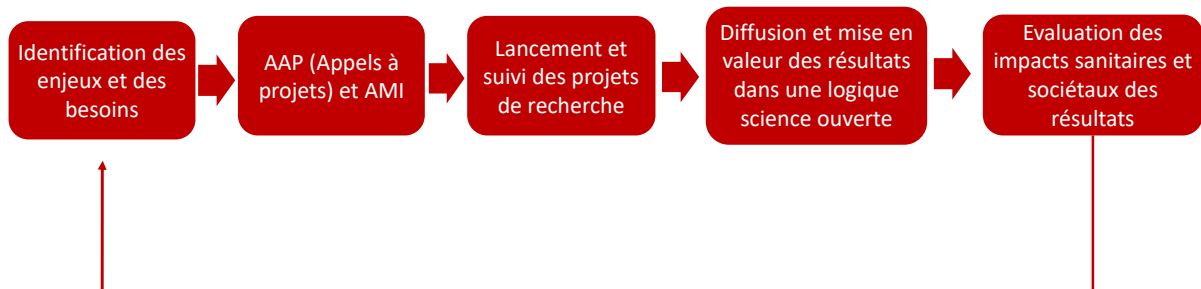
Un nouveau format d'animation scientifique, en webinaire, a vu le jour : **les Rendez-vous de l'IReSP**. Deux premiers Rendez-vous ont eu lieu en novembre et en décembre. Enfin, dans ce contexte, de nouvelles recherches concernant la Covid-19 ont été rapidement mises en place, et le Ministère en charge de la Recherche (MESRI) a confié à l'IReSP la mission d'améliorer la visibilité des études observationnelles concernant la Covid-19 au travers de leur recensement et description, accessible via un catalogue en ligne. Au-delà de la Covid-19, il s'agissait également d'étudier l'opportunité, puis la faisabilité, du développement d'un **nouvel outil recensant l'ensemble des études en santé**.

¹ DGS (Direction Générale de la Santé), Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), CNAM (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie), CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie), INCa (Institut National de lutte contre le Cancer), Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), MESRI (Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation), Mildeca (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) et Santé publique France.

Ainsi cette année de crise de santé publique, tout en confortant la nécessité d'un soutien fort et structurant pour la recherche en Santé publique, a été l'occasion pour l'IRESP de se réinventer et pour ses membres de renouveler leur engagement sous une forme nouvelle et renforcée.

Après des éléments sur l'équipe de l'IRESP, ce rapport d'activité passe en revue l'année 2020 en suivant la logique guidant l'action de l'IRESP, présentée l'an passé et résumée dans le schéma ci-dessous, allant de l'identification des enjeux et besoins de recherche en santé publique vers la mise en place d'appels à projets et AMI, puis le suivi des projets, la diffusion de leurs résultats et l'évaluation des impacts des résultats de ces projets.

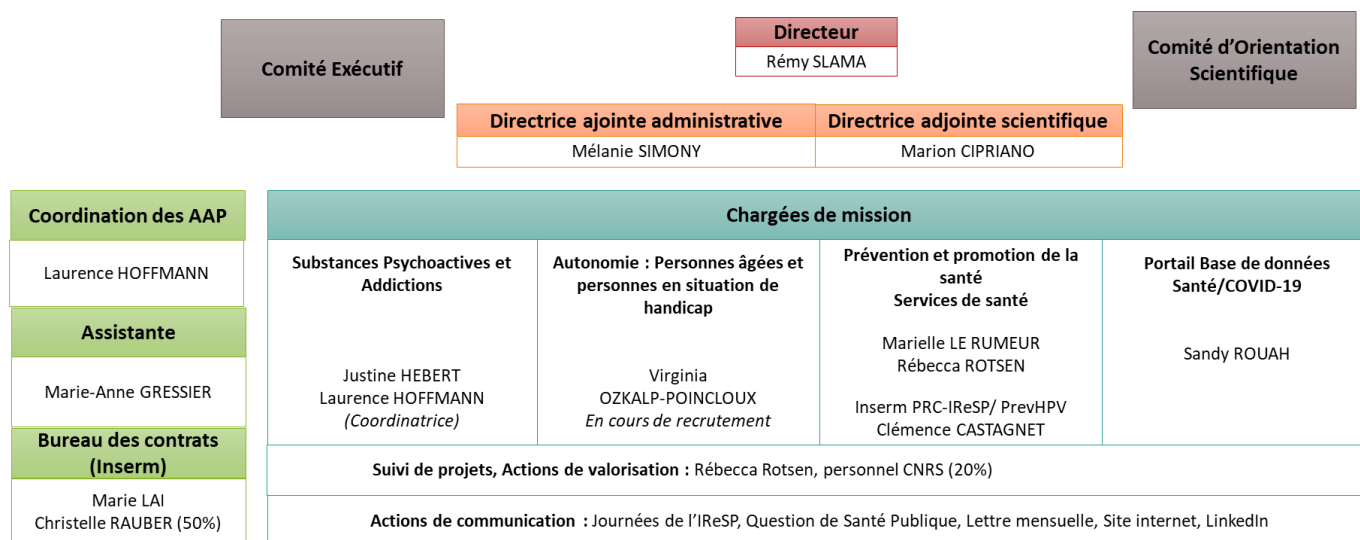
Figure 1 : Modèle d'actions de l'IRESP



I. Structuration de l'équipe de l'IRESP

Durant l'année 2020, la structuration et la composition de l'équipe ont évolué. L'équipe est désormais constituée de dix personnes (9,2 ETP) en décembre 2020, contre huit en décembre 2019. Il faut aussi comptabiliser deux personnes (1,5 ETP) rattachées au Bureau des contrats de recherche (BDCR) de l'Inserm et une personne (0,7 ETP) rattachée au Pôle Recherche Clinique de l'Inserm, qui travaillent pour le compte du GIS IReSP.

Figure 2 : Organigramme du GIS IReSP en décembre 2020



Afin de rendre plus attractifs les postes contractuels et apporter une stabilité aux personnels de l'équipe, comme à la structure, la durée des contrats a pu être augmentée, grâce aux engagements pluriannuels des Membres. Ainsi, parmi les 5 nouvelles personnes recrutées en 2020, 3 ont un contrat de 2 ans. Aussi, des missions ayant été amenées à se développer, un poste a été créé répondant au besoin d'une coordination des appels à projets et du pôle Substances psychoactives et Addictions.

Tableau 1 : Personnels en activité en 2020

En activité en décembre 2020	Rémy Slam ¹ : Directeur de l'IRESP, arrivé en mai 2020
	Marion Cipriano ¹ : Coordinatrice scientifique puis, à partir de juin 2020, Directrice adjointe scientifique (temps plein)
	Mélanie Simony ¹ : Secrétaire générale puis, à partir de juin 2020, Directrice adjointe administrative (temps plein)
	Laurence Hoffmann : Chargée de mission arrivée en mai 2019, puis coordinatrice des AAP et du pôle Addictions (temps plein) depuis novembre 2020
	Virginia Ozkalp-Poincloux : Chargée de mission (temps plein) arrivée en juillet 2019
	Justine Hebert : Chargée de mission (temps plein) arrivée en février 2020
	Marielle Le Rumeur : Chargée de mission (temps plein) arrivée en mars 2020
	Rebecca Rotsen : Chargée de mission (temps plein) arrivée en août 2020
	Marie-Anne Gressier : Assistante (temps plein) arrivée en août 2020
	Sandy Rouah : Chargée de mission (temps plein) arrivée en septembre 2020
	Christelle Rauber ¹ : Gestionnaire au Département des Affaires Financières (DAF) de l'Inserm (mi-temps) arrivée en mars 2016
	Marie Lai : Gestionnaire au DAF de l'Inserm (temps plein), arrivée en août 2019
Départs en 2020	Kodja Yetongnon : Chargée de mission (temps plein) : février 2019 – février 2020
	Brigitte Buguet : Assistante (temps plein) : octobre 2018 – août 2020

II. Etat des lieux et identification des besoins de la recherche

1. Groupe de travail « Services, Interventions et Politiques en Santé »

L'objectif du groupe de travail sur les services, interventions et politiques en santé, mené par Karine Chevreul (Directrice ECEVE UMR 1123) e Denis Raynaud (IRDES), est de produire un état des lieux et des préconisations pour développer et structurer le champ de la *recherche en services, interventions et politiques en santé* en France, faire entendre les priorités françaises dans la construction du partenariat européen « *Transforming Health and Care Systems* » qui pourrait être financé par la commission européenne (cf. ci-dessous) et préparer les équipes à participer activement à ce partenariat.

Afin de répondre à cet objectif, le groupe s'est réuni 5 fois en 2020. Tout d'abord, ont été proposés puis validés une définition de ce champ, un plan et une méthode pour atteindre l'objectif principal, c'est-à-dire dresser un état des lieux du champ de la recherche en services, interventions et politiques en santé en France.

Une étude bibliométrique a été réalisée par Mme Adjadj (Département de l'Evaluation et du Suivi des Programmes de l'Inserm), avec le concours de certains membres du groupe de travail, mené par Karine Chevreul. Ce groupe a travaillé sur la construction d'une requête afin d'identifier et de capter le maximum de publications françaises entrant dans le champ défini sur le *Web of Science*. Ainsi, à la fin de l'année, une liste de 6 754 publications a été retenue (63% des publications entrent pleinement dans le champ et contiennent toutes les publications du champ préalablement identifiées). Les résultats finaux et limites de l'étude bibliométrique doivent être exposés au groupe complet en 2021.

En 2021, sont également prévues la réalisation d'une comparaison bibliométrique avec certains pays européens, notamment ceux faisant partie du partenariat européen, et la publication des résultats de l'étude bibliométrique. Un travail sur les recommandations sera réalisé et également publié.

Une diffusion plus large de ces différents résultats est prévue à l'automne 2021, en fonction des avancées de ces travaux et des conditions sanitaires.

En parallèle, ce groupe de travail a également mené une réflexion sur l'implication des acteurs non chercheurs à des projets de recherche, afin d'animer la communauté de recherche sur cette thématique. C'est ainsi qu'un webinaire sur la recherche participative a été organisé en décembre 2020 (cf. 2^{ème} Rendez-vous de l'IRESP).

2. Partenariat européen *Transforming Health and Care Systems*

Dans la continuité de l'action de coordination TO-REACH (*Towards a joint European research programme on health services and system*), les États Membres, en lien avec la Commission européenne, préparent un partenariat européen dans le cadre du prochain Programme-cadre européen de recherche Horizon Europe.

Les travaux concrets de rédaction de ce partenariat ont été lancés fin 2019 sous l'impulsion de plusieurs Directions générales de la Commission intéressées par la thématique. Un groupe de rédaction a été constitué début 2020 avec des représentants des pays suivants : Autriche, Belgique, Finlande, France, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Espagne, Suède et Suisse. Les travaux du groupe de rédaction ont abouti à une première proposition ([disponible ici](#))², acceptée et publiée en juin 2020 par la Commission. Grâce à l'implication des représentants de l'Italie, de la Norvège, de l'Espagne et de la France, le Partenariat proposé se situe en grande partie dans la continuité de la CSA TO-REACH, donne une place importante à la recherche, concerne l'ensemble de la population et concerne les services, interventions, et politiques en santé de manière large (intégration notamment de la prévention et des actions hors des systèmes de soins).

La participation française a été assurée par Arnaud de Guerra (Direction générale de la santé, Ministère des Solidarités et de la Santé puis Institut thématique santé publique de l'Inserm à partir d'octobre 2020) en tant que représentant français au Comité de Programme Horizon 2020 puis Horizon Europe, en lien avec un groupe miroir national composé des principaux acteurs français intéressés par la thématique.

Dans la continuité du groupe miroir sur le projet TO-REACH, en 2020, l'IRESP a assuré l'animation de ce groupe dont les objectifs sont d'impliquer les différents types d'acteurs concernés tout au long du projet, de bénéficier de regards croisés sur les avancées de la construction du partenariat, d'être en mesure de représenter au mieux les intérêts nationaux au niveau de l'Europe et d'organiser les financements au niveau national. Ce groupe s'est réuni à 3 reprises en 2020 et, en novembre 2020, la France s'est positionnée en faveur de ce partenariat au travers du MESRI et du Ministère des Solidarités et de la Santé. Un représentant de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) a alors rejoint le représentant de l'Inserm au sein du groupe de travail européen qui, en 2021, doit préciser, toujours en lien avec l'IRESP et le groupe miroir (composé majoritairement des principaux partenaires français institutionnels), les objectifs, le cadre et les modalités de ce partenariat.

3. État des lieux de la recherche sur les addictions

Cette action s'inscrit dans le cadre du Fonds de lutte contre les addictions, plus spécifiquement dans la mise en œuvre de son axe 4 « Soutenir la recherche appliquée et l'évaluation des actions de prévention et de prise en charge ».

² https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/research_and_innovation/funding/documents/ec_rtd_he-partnerships-health-system-transform.pdf

L'IReSP a amorcé en 2020 un travail d'état des lieux de la recherche sur les addictions, dans l'objectif de proposer un éclairage sur les caractéristiques du paysage concernant la recherche sur les addictions en France, de situer la France dans un contexte international et d'identifier les forces et faiblesses de ce champ de recherche. Il s'agit ensuite d'identifier les besoins actuels pour renforcer le soutien à la recherche. Des entretiens seront conduits en 2021 avec des chercheurs afin de compléter les données de l'état des lieux.

Pour appuyer ce travail, un comité scientifique a été mis en place. Il est constitué de 5 chercheurs travaillant sur les addictions dans des champs disciplinaires divers et travaillant sur différents types de substances psychoactives. Ils ont pour mission d'assister l'IReSP dans la réalisation du travail d'état des lieux, et de participer à l'élaboration d'un séminaire de travail. Ce comité a été lancé en septembre 2020 et se réunit mensuellement.

Ceci doit déboucher sur la tenue d'un séminaire de travail en 2021, réunissant des membres de la communauté scientifique afin d'aboutir à un état de lieux partagé et d'élaborer des recommandations pour renforcer la recherche sur les addictions. Celles-ci seront transmises aux instances décisionnelles du Fonds de lutte contre les addictions.

4. Bilan des appels à projets 2011-2019 du programme « handicap et perte d'autonomie » (CNSA/IReSP)

En 2020, dans la perspective d'accompagner au mieux l'évolution continue du programme de soutien à la recherche « Handicap et perte d'autonomie » (HPA) – devenu « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap » – géré par l'IReSP, en collaboration avec la CNSA, ces derniers ont réalisé un bilan du programme dans son volet financement de projets via les 22 appels à projets lancés entre 2011-2019 (Annexe 1).

Ce bilan a pour objectif de caractériser l'action de structuration et de développement de la recherche dans le champ de l'autonomie à travers l'étude des projets déposés et financés, dans le cadre des AAP de l'IReSP et lancés avec la CNSA. Le document est en phase de finalisation et sera publié en 2021.

III. Soutien et accompagnement des projets de recherche

1. Appels à projets de recherche

En 2020, l'IReSP a lancé **6 appels à projets (AAP)** et **1 appel à candidature (AAC)** au sein de ses 3 programmes thématiques :

- Programme "Promotion de la santé – prévention et Services de santé", en collaboration avec la CNAM, la DGS, l'Inserm, la Mildeca et Santé publique France.
- Programme « Autonomie: personnes âgées et personnes en situation de handicap »³, en collaboration avec la CNSA.

³ En 2020 le programme « Handicap et perte d'autonomie » est devenu le programme « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap ».

- Programme "Substances psychoactives et Addictions », dans le cadre du Fonds de lutte contre les addictions.

1.1 Outil de gestion des AAP (Plateforme EVA3)

Depuis 2018, en lien avec le Département de l'Évaluation et du Suivi des Programmes de l'Inserm, l'IRESP a mis en place un outil de gestion des AAP (plateforme EVA3) et a commencé à l'utiliser avec le volet 3 de l'AAP « Lutte contre le tabagisme ». Puis, des adaptations ont été apportées à partir de 2019 au processus afin de gérer *l'ensemble* des AAP lancés par l'IRESP.

En 2020, tous les AAP sont gérés par la plateforme EVA3, et une révision du processus a été réalisée avec le département concerné afin de rendre le processus plus ergonomique pour les déposants, les membres du Comité Scientifique d'Évaluation (CSE), les financeurs et les chargés de mission responsables des AAP.

1.2 Programme "Services, interventions et politiques favorables à la santé" :

Cette année, sur la base du bilan de l'AAP général lancé en 2018 et d'un travail réalisé avec les financeurs et des anciens membres des comités scientifiques d'évaluation entre décembre 2019 et avril 2020, l'AAP général de l'IRESP a été restructuré de manière à trouver un meilleur équilibre entre le champ ciblé et les capacités de financements (volets fusionnés, thématiques précisées et exclusives).

Le nouvel appel, intitulé *Recherche en santé publique 2020 sur les interventions, services et politiques favorables à la santé, lancé en collaboration avec la CNAM, la DGS, l'Inserm, la Mildeca et Santé publique France*, est composé de trois axes :

- Axe **Prévention primaire et promotion de la santé** (interventions en contexte concernant l'alimentation, l'activité physique et la perte d'autonomie ; prévention des impacts sanitaires liés à l'usage des écrans ; compréhension des déterminants des troubles psychiques et interventions visant à promouvoir la santé mentale ; prévention et conséquences de la Covid-19 sur les déterminants de santé liés aux environnements et conditions de vie, et sur la santé mentale).
- Axe **Nouvelles formes de coopération et de coordination dans les services de santé** (besoins émergents en termes de nouvelles compétences, nouvelles fonctions et de nouveaux métiers associés ; formations ; santé et bien-être au travail des professionnels de santé ; impacts de ces nouvelles organisations ; conséquences et innovations dans le contexte de la Covid-19).
- Axe transversal **Intégration des innovations numériques dans la promotion de la santé, la prévention et les soins** (intégration des innovations numériques au sein de leur environnement, notamment en lien avec les deux autres axes ; dynamiques et transformations associées ; en lien avec la Covid-19, nature des téléconsultations, impacts du déploiement rapide des innovations).

Au sein de ces trois axes, des thématiques en lien avec le contexte sanitaire sur la Covid-19 ont été également intégrées.

Le processus de sélection de l'AAP se déroule en deux étapes (lettres d'intention puis dossiers complets). La première étape des lettres d'intention s'est déroulée du 15 septembre au 24 novembre 2020. Les dossiers complets étaient attendus pour le 18 janvier 2021.

Trois modalités de soutien étaient possibles : soutien à un projet pilote, soutien à un projet de recherche (dont recherche interventionnelle en santé des populations) et soutien à des réseaux de recherche.

Par rapport à l'AAP précédent, la durée du processus de sélection a pu être réduite (de 8,5 mois à 7,5 mois), et une analyse sera réalisée en 2021 sur ce calendrier pour un tel processus.

Le 15 septembre 2020, 112 lettres d'intention ont été reçues. Trois ont été écartées car elles n'étaient pas éligibles administrativement (durée/montant du projet ne correspondant pas à la modalité de soutien), puis 76 ont été retenues dans le champ par le Comité scientifique d'évaluation (CSE) restreint. Parmi ces projets, 7 ont été écartés par le premier avis d'opportunité des financeurs ; 69 lettres d'intention ont donc été évaluées, et après délibération, le CSE a retenu 35 lettres pour passer à la seconde étape.

Le processus de sélection se poursuivra en 2021, l'annonce des résultats étant prévue fin avril.

1.3 Programme « Autonomie: personnes âgées et personnes en situation de handicap » :

En 2020 le programme de soutien à la recherche « Handicap et perte d'autonomie » est devenu le programme « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap ».

En collaboration avec la CNSA, l'IRESP a lancé 4 appels à projets :

- Un appel à projets générique dit « Blanc » - session 11,
- Un appel à projets thématique « Etablissements, services et transformation de l'offre médico-sociale » - session 2,
- Un appel à projets « Soutien à la structuration de communauté mixte de recherche »,
- Et un appel à projets thématique « Autisme et Sciences humaines et sociales », qui a fait suite aux questions de recherche identifiées lors du séminaire organisé par l'IRESP et la CNSA les 6 et 7 novembre 2019.

Conformément à l'avis du Conseil scientifique de la CNSA émis le 31 janvier 2018⁴, et dans l'intérêt de l'ensemble des acteurs du champ, le programme Autonomie entend favoriser **une culture et des pratiques de recherche participative**. En ce sens, les appels à projets 2020 ont innové en donnant la possibilité aux projets de s'inscrire formellement dans une approche participative (ajout d'une case spécifique dans le dossier de candidature).

Si le caractère participatif de la recherche ne représente pas un critère d'éligibilité, les projets développant cette dimension ont été valorisés. En effet, leurs porteurs pouvaient solliciter un financement plus important (50 000€ supplémentaires). Les projets devaient associer a minima différentes catégories d'acteurs à la construction de la question de recherche, ainsi qu'à la valorisation et la diffusion des résultats.

Par ailleurs, ces appels à projets permettaient le financement de projets appartenant aux sciences humaines et sociales (SHS) et à la santé publique (et uniquement aux sciences humaines et sociales pour l'appel « Autisme et sciences humaines et sociales »). Les travaux relevant d'autres disciplines pouvaient toutefois être financés (et la santé publique être financée dans l'appel « Autisme et sciences humaines et sociales ») dans le cadre de projets interdisciplinaires dont la ou les disciplines principales appartiennent aux champs disciplinaires cités précédemment. L'interdisciplinarité n'était donc pas un critère d'éligibilité, mais les projets interdisciplinaires étaient privilégiés.

⁴“Favoriser une culture et des pratiques de recherche participative dans le champ du handicap et de la perte d'autonomie”.

(https://www.cnsa.fr/documentation/avis_du_conseil_scientifique_recherche_participative_31_janvier_2018.pdf).

Enfin, pour prendre en compte l'impact de la pandémie de la Covid-19, le calendrier et les textes des appels à projets du programme « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap » ont été modifiés :

- La clôture des candidatures initialement fixée au 31 mai 2020 a été reportée au 5 juillet 2020.
- Pour permettre le maintien de l'annonce des résultats en décembre 2020, la procédure de sélection des projets a été revue et adaptée. Notamment, un premier avis d'opportunité de la CNSA est intervenu dès la sélection en éligibilité des projets.
- Les montants maximaux de subvention pour les projets de recherche ont été également relevés.
- En référence notamment à l'avis du conseil scientifique Covid-19 du 23 mars 2020⁵, le champ thématique des appels à projets du Programme « Autonomie » a été élargi afin d'intégrer les questions émergentes, sociales, organisationnelles et de santé publique, liées au contexte de pandémie qui affecte de manière particulière les personnes en situation de handicap et les personnes âgées en perte d'autonomie.

Deux modalités de soutien à la recherche étaient proposées : le soutien au montage de projet (contrat de définition et aide à la mise en place de projets européens) et le soutien à des projets de recherche (projet de recherche dont projet de recherche exploitant des bases de données existantes). La modalité « réseaux thématiques mixtes de recherche » est devenue un appel à projet à part entière « **Soutien à la structuration de communautés mixtes de recherche** » (une seule et unique modalité de soutien proposée).

La durée et le montant maximum de la subvention accordée au projet dépendaient à la fois de la modalité de soutien et du choix de mettre en place une démarche de recherche participative.

Tableau 2 : Durée et montant de la subvention accordée en fonction de la modalité et de la dimension participative du projet

	Démarche de recherche non participative		Démarche de recherche participative	
	Durée	Subvention	Durée	Subvention
A - Soutien au montage de projet	12 mois maximum	Entre 15 000 et 50 000 €	18 mois maximum	Entre 15 000 et 75 000 €
B - Soutien à des projets de recherche	36 mois maximum	Entre 30 000 et 150 000 €	48 mois maximum	Entre 30 000 et 250 000 €

Les appels à projets ont été lancés le 26 février 2020, pour une période de candidature initialement prévue jusqu'au 31 mai 2020, puis finalement prolongée jusqu'au 5 juillet 2020 en raison de la crise sanitaire.

La procédure de candidature de ces appels s'est déroulée en une seule étape, c'est-à-dire que l'évaluation s'est faite directement à partir des dossiers complets (pas de lettre d'intention), après

⁵ Avis du Conseil Scientifique COVID-19 du 23 mars 2020 (Paragraphe 9 des « Points d'alerte ») : [téléchargez l'avis](#).

évaluation de l'éligibilité des projets et d'un 1^{er} critère d'opportunité de la CNSA (seuls les projets respectant les critères administratifs, dans le champ scientifique de l'appel et répondant aux priorités de la CNSA ont été évalués scientifiquement). Les résultats ont été annoncés le 11 décembre 2020.

a) L'appel à projets « Blanc » - session 11

Les axes privilégiés dans cet appel à projets étaient les suivants :

- Participation sociale, inclusion et pouvoir d'agir
- Trajectoires et parcours de vie
- Professionnels de l'accompagnement
- Aides techniques
- Politiques de l'autonomie
- Travail et emploi
- Mieux connaître, comprendre et accompagner les personnes polyhandicapées et leurs proches.

35 projets ont été déposés, dont 6 ont été exclus avant expertise par l'avis d'opportunité de la CNSA⁶, et 2 ont été jugés hors-champ. **Après évaluation, 8 projets ont été retenus pour financement, pour un montant total de 1 597 452 euros intégralement financés par la CNSA.**

b) L'appel à projets « Etablissements, services et transformation de l'offre médico-sociale » - session 2

Les axes soutenus par cet AAP étaient :

- Les usagers et leur expérience des établissements et services médico-sociaux
- Le fonctionnement et la performance des établissements et services médico-sociaux
- La régulation et le pilotage de l'offre d'établissements et services médico-sociaux
- La transformation de l'offre

11 projets ont été déposés dans le cadre de cet appel à projets, un projet a été écarté par le premier avis d'opportunité de la CNSA, 2 ont été jugés hors champ. **Après évaluation, 2 projets ont été retenus pour financement, pour un montant total de 304 600 euros intégralement financés par la CNSA.**

c) L'appel à projets « Autisme et sciences humaines et sociales »

Sur cet appel seuls les projets appartenant aux sciences humaines et sociales (SHS) étaient finançables (sauf projet interdisciplinaire).

L'appel à projets s'organisait autour de 5 axes thématiques (non exclusifs) :

- Représentations sociales, identité, genre et discriminations
- Trajectoires de vie et bifurcations
- Ressources et registres d'actions individuels et collectifs
- Vie sociale et affective, sexualité et parentalité
- Action publique

9 projets ont été déposés dans le cadre de cet appel à projets, 1 projet a été écarté par le premier avis d'opportunité de la CNSA, et 3 ont été jugés hors champ. **Après évaluation, 2 projets ont été retenus pour financement, pour un montant total de 441 115 euros intégralement financés par la CNSA.**

⁶ En raison de la crise Covid-19 et de la modification du calendrier de l'appel à projets, les candidats ont été informés qu'un premier avis d'opportunité de la CNSA s'appliquait au moment de l'examen d'éligibilité des projets.

d) L'appel à projets « Soutien à la structuration de communautés mixtes de recherche »

Cet appel à projets visait la structuration de communautés mixtes de recherche. Il s'agissait de diversifier les modalités de soutien à la recherche en soutenant des actions de structuration et d'animation de communautés mixtes de recherche, c'est-à-dire associant des chercheurs avec d'autres parties prenantes. L'objectif était de créer des ponts entre acteurs de la recherche et parties prenantes, d'accélérer la diffusion des connaissances et de créer, très en amont, les conditions d'émergence de nouveaux projets de recherche participative.

Cinq projets ont été déposés, 2 projets ont été écartés par le premier avis d'opportunité de la CNSA, et aucun projet n'a été jugé hors champ. **Après évaluation, 1 projet a été retenu pour financement, pour un montant total de 249 136 euros intégralement financés par la CNSA.**

Tableau 3 : Bilan des 4 appels à projets du programme "Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap"

PROGRAMME AUTONOMIE					
AAP	Blanc	ESTOMS	Autisme et SHS	Communautés mixtes	TOTAL
Projets reçus	35	11	9	5	60
Projets évalués	27	8	5	3	43
Projets financés	8	2	2	1	13
Taux de sélection (%)	23	18	22	20	22
Montants	1 597 452	304 600	441 115	249 136	2 592 303

1.4 Programme "Substances psychoactives et Addictions"

L'IRESP coordonne le dispositif de soutien à la recherche pour lutter contre les usages de substances psychoactives et les addictions. Le programme "Substances psychoactives et addictions" est un élément important du soutien de l'animation de la recherche sur les usages et addictions aux substances psychoactives. Il repose sur plusieurs modalités d'action et est mis en œuvre grâce au Fonds de Lutte contre les Addictions⁷.

Il contribue au financement de projets de recherche, en cohérence avec les priorités gouvernementales en matière de lutte contre le tabac et du plan national de mobilisation contre les addictions. L'action de l'IRESP s'inscrit dans l'axe 4 du Fonds, "Soutenir la recherche appliquée et l'évaluation des actions de prévention et de prise en charge".

Durant le premier semestre 2020, l'IRESP a poursuivi la gestion et le processus d'évaluation de l'appel à projet « Lutte contre les addictions aux substances psychoactives » lancé le 25 septembre 2019.

En parallèle, l'Institut a lancé deux appels :

⁷ Le fonds de lutte contre les addictions liées aux substances psychoactives, succédant au fonds de lutte contre le tabac, a été mis en place par la loi de financement de la sécurité sociale du 28 décembre 2018. Les actions du fonds permettent de lancer, de poursuivre et de renforcer des actions et programmes dédiés à la lutte contre les usages et addictions aux substances psychoactives.

- Un appel à candidatures pour des subventions doctorales
- Un appel à projet de recherche

a) L'appel à projets 2019 : « Lutte contre les addictions aux substances psychoactives »

Après la création du Fonds de lutte contre les addictions en 2019, l'IRESP avait lancé avec l'Alliance Aviesan⁸ son premier appel à projets de recherche "Lutte contre les addictions aux substances psychoactives" visant à mettre en place une politique de recherche dynamique, ambitieuse, pluriannuelle et mobilisant un large spectre de disciplines. Le texte de l'appel et les axes thématiques prioritaires ont été élaborés par un groupe de travail constitué de membres de l'IRESP, de représentants de cinq Instituts thématiques multi-organismes (ITMO) de l'Alliance Aviesan, de la MILDECA, de la DGS et de CNAM.

Les axes soutenus dans le cadre de cet AAP étaient les suivants :

- Prévenir et retarder l'entrée dans la consommation
- Développer les connaissances sur les usages et trajectoires de consommation
- Améliorer les réponses en termes de soins d'accompagnement et de réduction des risques et des dommages.

Les projets déposés devaient concerner au moins une des substances suivantes :

- Les produits licites (alcool et tabac), le tabac ne devant pas être le sujet principal de recherche car un appel à projets spécifique existe, co-porté par l'IRESP et l'INCa
- Les drogues illicites (cannabis, cocaïne, héroïne...)
- Certaines molécules thérapeutiques (opioïdes, benzodiazépines...).

Cet appel a été lancé le 25 septembre 2019. Sa procédure se déroulant en une seule étape, 55 projets complets ont été reçus le 17 décembre 2019 représentant un total de 14 323 767 euros. **Les résultats ont été annoncés le 17 juin 2020, le total des subventions allouées est de 3 866 863 euros pour 21 projets financés.** Le conventionnement des lauréats a pu se faire au cours du deuxième semestre 2020

b) L'appel à candidatures Subventions doctorales et l'appel à projets 2020: « Lutte contre les usages et les addictions aux substances psychoactives »

Ces appels, co-portés avec l'INCa, visent à soutenir la recherche et à produire des connaissances dans le domaine des consommations de substances psychoactives et la lutte contre les addictions : en priorité sur tabac, alcool et cannabis, mais aussi sur les autres substances psychoactives ainsi que sur les poly-consommations. Ils couvrent toutes les dimensions de la recherche ainsi qu'un large éventail de disciplines.

Ils se composent de trois volets :

- Volet 1 - Population générale (INCa/IRESP)
- Volet 2 - Substances psychoactives et cancer (INCa)
- Volet 3 - Substances psychoactives et pathologies autres que les cancers (IRESP).

Les axes soutenus dans le volet 1 de ces appels à projets sont les suivants :

- Les usages et trajectoires de (poly)consommation(s), les profils à risques, les comportements à risque, les facteurs de protection, les mécanismes fondamentaux des addictions, les mécanismes d'entrée dans la consommation et l'addiction et de sortie
- Les interventions visant à prévenir et retarder l'entrée dans la consommation de substances psychoactives

⁸ Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé

- Les modalités, la pertinence, l'efficacité et l'efficience de l'intégration du numérique dans la stratégie de prévention
- Les stratégies et interventions de repérage, de soins et d'accompagnement y compris dans le champ de la réduction des risques et des dommages, associés à leur consommation
- L'impact au niveau populationnel des interventions publiques en matière de régulation de l'offre y compris par modification du cadre législatif
- Les liens entre consommations de substances, addictions et épidémies de Covid-19.

Une présentation des axes soutenus dans le volet 2 géré par l'INCa est disponible via son site internet.

Les axes soutenus dans le volet 3 sont les suivants :

- La prévention des addictions liées à certains enjeux de santé publique spécifiques demandant des interventions particulières
- Les stratégies d'arrêt des consommations et de réduction des risques et des dommages chez les patients atteints de pathologies liées à la consommation, autres que le cancer
- Les conséquences pathologiques (autres que dans le cas de cancer) des consommations
- Les conséquences sociales et économiques des consommations de substances psychoactives (accidents de la route, violences physiques, mortalité par overdose, etc.)
- Les aspects biologiques et clinico-biologiques des impacts des consommations dans le cadre de pathologies autres que les cancers.

L'AAC Subventions doctorales « Lutter contre les usages de substances psychoactives et les addictions » a été publié le 23 juin 2020.

Les dossiers ont été reçus le 2 septembre 2020. Vingt-sept dossiers de candidatures ont été soumis, un a été jugé hors champ de l'appel. Une présélection des dossiers a été faite par les deux co-présidents du jury d'évaluation. L'audition des 13 candidats présélectionnés s'est tenue le 20 octobre 2020. **Huit projets de thèse ont été retenus pour un montant total de 848 450€. L'IRESP a financé quatre projets, pour un montant total de 402 085 €.**

L'AAP 2020 « Lutte contre les usages et les addictions aux substances psychoactives » soutient trois types de projets de recherche : les projets de recherche complets, les projets pilotes et les projets d'amorçage.

Il a été lancé le 17 décembre 2020. Sa procédure se déroulant en une seule étape, les projets complets ont été reçus le 9 mars 2021 et **les résultats seront publiés en juillet 2021.**

Une modalité, présente dans les éditions précédentes des appels du programme « Substances Psychoactives et Addictions », a été sortie de cet appel : il s'agit du soutien aux "actions et dispositifs de structuration de la recherche". Cette modalité fera l'objet d'un appel dédié, porté par l'IRESP, dont la publication est prévue pour le premier trimestre 2021.

Tableau 4: Bilan des appels terminés du Programme Substances psychoactives et Addictions

PROGRAMME ADDICTIONS (Fonds de lutte contre les addictions)		
	AAP 2019	AAC Subventions doctorales*
Projets reçus	55	27
Projets évalués	50	26
Projets financés	21	8
Taux de sélection (%)	38	30
Montants (€)	3 866 863	848 450 (402 085€ par l'IReSP)

*co-porté avec l'INCa

L'ensemble des projets retenus pour financement en 2020 sont décrits par AAP en Annexe 2.

2. Accompagnement et coordination d'un programme de recherche interventionnelle dans le cadre de l'action 1.2.5 du Plan Cancer 2014-2019

Le Plan Cancer 2014-2019, porté par le ministère en charge de la santé et le ministère en charge de la recherche, a affirmé la volonté « d'améliorer le taux de couverture de la vaccination par le vaccin contre le papillomavirus (HPV) ». Dans le cadre de cet objectif, mais aussi dans un contexte plus global de révision des politiques vaccinales, l'Institut thématique multi-organismes (ITMO) Santé publique d'Aviesan, en collaboration avec l'ITMO Cancer d'Aviesan et l'IReSP a été chargé de la coordination de l'action 1.2.5 prévoyant de « promouvoir les études en sciences humaines et sociales ainsi qu'en épidémiologie descriptive sur l'acceptabilité de la vaccination en milieu scolaire » afin de mieux appréhender les problématiques liées à la vaccination anti-HPV en France.

Un Appel à manifestation d'intérêt (AMI), coordonné par l'IReSP, a été diffusé en juillet 2018, et a marqué le lancement d'un programme de co-construction d'un projet de recherche interventionnelle visant à améliorer l'acceptabilité de la vaccination contre le papillomavirus chez les jeunes filles en âge scolaire. Huit équipes de recherche, spécialisées en épidémiologie, en sciences humaines et sociales et en médecine générale et regroupées au sein d'un consortium ont été sélectionnées par un comité d'experts scientifiques internationaux afin qu'elles construisent un projet commun. Organisé sur 3 ans (2019-2022), le projet de recherche interventionnelle en santé des populations issu de ces réflexions, intitulé PrevHPV, a été évalué favorablement en février 2019 par ce comité d'experts.

En septembre 2020, la coordination du projet est renforcée au sein de l'IReSP avec l'arrivée de Clémence Castagnet, Cheffe de projet rattachée au Pôle Recherche Clinique de l'Inserm. L'appartenance de la Cheffe de projet au Pôle de Recherche Clinique permet une double compétence : mise en place et suivi réglementaire du projet, et coordination administrative globale du projet pour le compte de l'IReSP.

2.1 Objectifs du projet

Le projet a pour objectifs d'identifier, co-construire, mettre en œuvre et évaluer une intervention multi-composante visant à améliorer l'acceptabilité de la vaccination anti-HPV par la population cible (adolescents filles et garçons) et, *in fine*, d'améliorer la couverture vaccinale.

2.2 Avancement du projet

Le comité de pilotage, composé des huit équipes de recherche, s'est réuni régulièrement en 2020 pour mettre en place les différentes phases du projet mais en raison de la pandémie de Covid-19 et de l'indisponibilité des professionnels au sein des collèges, une partie des activités a dû être suspendue pendant le premier semestre.

A la rentrée scolaire 2020, les équipes ont essayé de redémarrer les différentes activités mais ont rencontré des difficultés notamment pour réaliser les questionnaires au sein des collèges. Le calendrier a été modifié suite à l'impact de la crise sanitaire avec environ 6 mois de décalage au niveau des interventions.

Une première phase du projet consiste à identifier les connaissances, croyances, attitudes, préférences ou leviers et barrières à la vaccination HPV dans les populations cibles, notamment via des questionnaires. L'Annexe 3 présente un bilan des questionnaires complétés par les populations cibles. La phase diagnostique doit se poursuivre au-delà de la date limite initialement prévue (Juin 2020) afin de se rapprocher des objectifs fixés dans le protocole.

Le protocole de recherche, promu par l'Inserm, a été soumis au Comité de Protection des Personnes Sud EST VI et a obtenu un avis favorable le 2 octobre 2020 et sera mis en place en 2021, selon l'évolution de la pandémie.

Des publications et communications sont en cours :

- Poster - ECCMID 2020 (18-20 avril) : « French health students' knowledge about human papillomavirus infections and vaccine : it is time to fill the gaps »
- Poster - 14th Vaccine Congress (28-29 septembre) : « Optimising communication to adolescents to encourage HPV vaccination : a discrete choice experiment »
- Présentation – 42èmes Journées des Economistes de la Santé Français (2-4 décembre) : « Using a discrete choice experiment to define optimised communication content towards adolescents to encourage HPV vaccination in France »

3. Suivi des projets financés

L'année 2020 a été une année singulière ponctuée par la crise sanitaire de Covid-19 qui a impacté de nombreux projets de recherche. C'est la raison pour laquelle l'IReSP a mis en place des mesures exceptionnelles (accompagnements rapprochés, accords de prolongation, rallonges budgétaires, ...) permettant à plusieurs équipes de disposer de délais et ressources supplémentaires palliant les blocages rencontrés dans ce contexte.

Sur la période 2016-2020, le nombre de projets financés s'établit à 160 projets (Annexe 4). Fin 2020, **119 projets sont en cours** (tous AAP confondus).

En 2020, l'IReSP a donc traité près d'une trentaine de demandes de prolongation.

Par ailleurs, au cours de cette année, 30 rapports scientifiques de projets arrivant à mi-parcours ont été évalués par des pairs.

Malgré cette situation inédite, 12 projets ont pu être menés à terme. Ces derniers sont issus de 8 appels à projets lancés entre 2015 et 2018 et représentent un montant total financé de près de 1 129 000 €.

Tableau 5 : Récapitulatif des projets terminés en 2020

AAP	Année	Nom du coordinateur du projet	Modalité de soutien	Titre du projet
Prévention	2016	CAMBON Linda	Projet de recherche	Evaluation d'un dispositif de transfert de connaissances sur les modalités de pilotage et de mise en œuvre de la prévention en région
Services de santé	2016	COLDEFY Magali	Projet de recherche	Coordination des soins en psychiatrie : une approche par les réseaux
Prévention	2017	BROUSSE Georges	Contrat de définition	Connais-toi toi-même
Services de santé	2017	GAILLE Marie	Projet de recherche	Approche épistémologique et éthique de l'éducation thérapeutique dans le champ de la maladie de Parkinson : savoirs transmis, finalités, usages.
Handicap et perte d'autonomie 6	2015	CAMBOIS Emmanuelle	Projet de recherche	Prise en charge de la dépendance des personnes âgées : Une analyse des Déterminants de l'Institutionnalisation ou du maintien à domicile
	2015	SCHOTT Anne-Marie	Projet de recherche	Typologie des besoins ressentis et qualité de vie des patients victimes d'AVC et de leurs aidants
Handicap et perte d'autonomie 7	2016	SCELLES Régine	Projet de recherche	Inclusion des enfants : Focus sur les Relations entre pairs pour les Enfants en situation de Handicap (6 mois – 6 ans)
		PERRIER Lionel	Projet de recherche	Modélisation de l'aide informelle : approches économiques et applications au dispositif innovant d'accompagnement et de répit des aidants de la métropole de Lyon
Handicap et perte d'autonomie 8	2017	CARADEC Vincent	Projet de recherche	Syndrome de Down et maladie d'Alzheimer. Les trajectoires de maladie des personnes trisomiques malades d'Alzheimer
		SICOT François	Projet de recherche	Analyses situées des tensions entre aides humaines et aides techniques
Etablissements et services médico-sociaux	2017	BOURGAREL Sophie	Projet de recherche	Non recours aux ESMS (après notification vers un établissement ou un service pour personnes handicapées) : profils et motivations
Etablissements et services médico-sociaux 2	2018	AUBRY Régis	Contrat de définition	Dispositifs expérimentaux et modèles alternatifs d'habitats intergénérationnels et domestique : une alternative à l'EHPAD ?

Pour ces projets, nous dénombrons près d'une centaine d'actions de valorisations : publications, thèses, livrables, soumissions d'articles et colloques, visant à la fois les acteurs de la recherche, les décideurs mais également le grand public.

Les synthèses de ces projets sont décrites en Annexe 5.

IV. Autres outils de support à la recherche

1. Evolution du Portail Epidémiologie France

La crise sanitaire liée à la Covid-19 illustre plus que jamais la nécessité d'améliorer la visibilité des études de santé publique, la collaboration entre équipes, et la réutilisation des données de santé collectées à des fins de recherche. Or, contrairement aux essais cliniques, la déclaration des études observationnelles est encouragée mais pas obligatoire.

Dans ce cadre, en juin 2020, le MESRI a confié à l'IRESP, en collaboration avec l'ITMO Santé Publique d'Aviesan et l'Institut Thématique Santé publique de l'Inserm, la mission de recenser les bases de données individuelles en santé utilisées pour des études Covid-19 en France. Dès septembre 2020, des modifications du Portail Epidémiologie France ont été opérées pour permettre la saisie de ces études. Début novembre 2020, la nouvelle version du Portail était accessible par les utilisateurs, via le lien suivant : <https://epidemiologie-france.aviesan.fr/>

Des actions de communication ont alors été engagées pour inciter les responsables d'études en lien avec la Covid-19 à renseigner une fiche d'information sur leur(s) base(s) de données et leur(s) étude(s) autour de quatre grands axes : Informations générales, Caractéristiques, Collecte, Valorisation et accès. Fin décembre 2020, une quinzaine de fiches d'études en lien avec la Covid-19 ont déjà été publiées sur le Portail Epidémiologie France et la fréquentation du site était à la hausse. En effet, le nombre de connexions en 2020, qui était en moyenne, de 2550 connexions par mois, a connu une augmentation aux mois de novembre et décembre, avec près de 2900 connexions par mois.

2. L'opportunité du Portail FReSH (France Recherche en Santé Humaine)

Afin de répondre au défi d'une science plus ouverte, le MESRI a identifié plusieurs mesures visant à faire progresser la communauté scientifique biologie-santé vers une culture et des pratiques plus tournées vers le partage et l'ouverture. Dans ce cadre, il a confié à l'IRESP, la réflexion autour de la mise en place d'un catalogue descriptif des études en santé individuelle et de leurs données (sans rendre les données accessibles), au-delà de la Covid-19. Les principaux objectifs de cet outil sont d'améliorer :

- La visibilité des études individuelles en santé françaises et de leurs résultats (en priorité pour les études observationnelles) ;
- La collaboration entre équipes ;
- La réutilisation des données de santé collectées à des fins de recherche.

Une étude d'opportunité a été conduite par l'IRESP, en collaboration avec l'ITMO Santé Publique d'Aviesan et l'Institut Thématique Santé publique de l'Inserm afin de s'assurer de la plus-value de ce nouvel outil et d'évaluer l'intérêt des différentes caractéristiques du projet au regard de l'existant. Cette étude devait aussi s'assurer que :

- Le cadrage du projet, ses objectifs et son périmètre sont clairement définis et pertinents ;
- Les parties prenantes et leurs besoins sont identifiés ;
- Le projet prend bien en compte l'existant et que sa place dans le paysage des autres infrastructures nationales et internationales est claire et pertinente ;
- Le projet est réalisable, dans des conditions (techniques, en termes de ressources, coût, délai) à identifier.

Les questions suivantes ont été abordées :

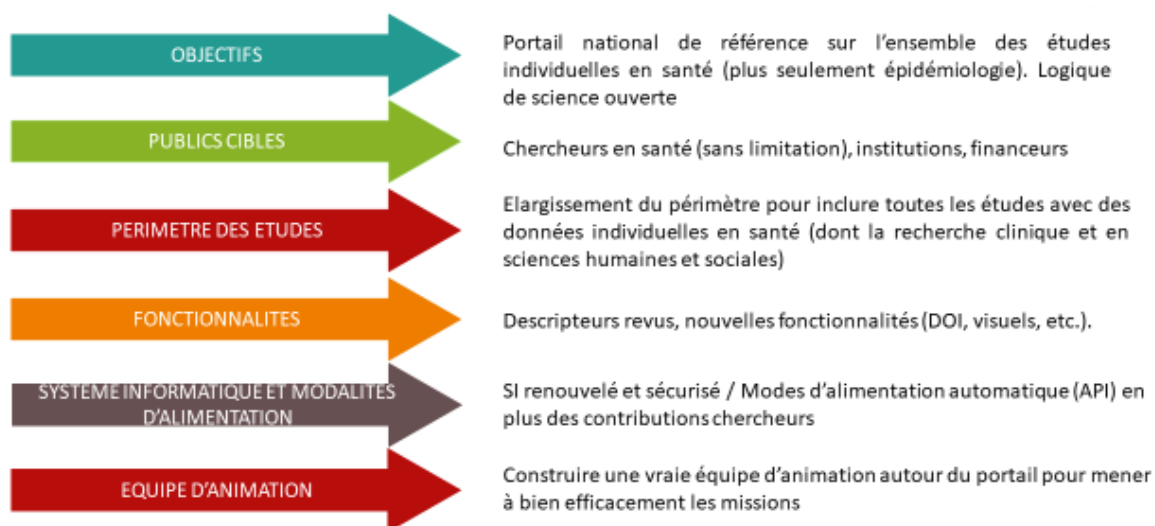
- Objectifs et publics ciblés ;
- Périmètre des études à considérer ;
- Place du projet dans le paysage existant ;
- Structuration de l'outil technique et principales fonctionnalités ;
- Eléments de calendrier et de budget ;
- Aspects de communication.

Pour mener cette étude d'opportunité, l'IRESP a mis en place, et animé, un Comité d'Orientation Scientifique (COS) qui s'est réuni 4 fois entre septembre et décembre 2021.

Les résultats de l'étude d'opportunité et des recommandations pour la suite du projet ont été présentés au MESRI mi-janvier 2021, et le rapport a été diffusé aux acteurs impliqués.

L'étude d'opportunité a alors été validée par le MESRI. Le schéma suivant synthétise les principales caractéristiques du futur Portail FReSH (France Recherche en Santé Humaine) et ses différences par rapport au Portail Epidémiologie France.

Figure 3 : Du Portail Epidémiologie France au Portail FReSH



Au premier semestre 2021, l'IRESP va mener une étude de faisabilité, préalable au cahier des charges pour le développement de l'outil. L'expertise du Département des Systèmes d'Information de l'Inserm sera mobilisée sur l'étude.

V. Actions d'animation de la communauté et de communication

1. Action d'animation et de structuration de la recherche sur le polyhandicap

Cette action s'inscrit dans le cadre de la stratégie quinquennale d'évolution de l'offre médico-sociale dans le secteur du handicap sur la période 2017-2021 et plus spécifiquement dans son volet consacré aux situations de polyhandicap. Son objectif était de structurer et d'animer le champ de recherche du

polyhandicap afin de développer les connaissances autour de ce sujet, d'identifier les champs sous-investigués et de favoriser le travail collaboratif entre chercheurs.

Une synthèse des travaux menés par les groupes de travail en 2018 et 2019 a été publiée le 5 décembre 2019 par la CNSA⁹.

Le 13 janvier 2020, l'IReSP et la CNSA ont organisé conjointement une journée de restitution des travaux menés dans l'axe recherche du volet Polyhandicap. Ce colloque avait pour objectif de présenter les résultats des cinq actions prioritaires définies par l'axe stratégique dédié à la recherche. Tenu en présence exceptionnelle de Sophie Cluzel, Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des Personnes handicapées, cette journée a été l'occasion de faire l'état des lieux de la recherche française sur le polyhandicap et de définir de nouvelles perspectives de recherche.

2. Les Rendez-vous de l'IReSP

En 2020, l'IReSP a réalisé plusieurs journées d'échange autour de projets en majorité financés par l'IReSP autour de certaines thématiques. Ces journées sont nouvellement intitulées « Les Rendez-vous de l'IReSP ».

Les supports de présentation ainsi que les liens vers les *replays* sont disponibles sur le site internet de l'IReSP : <https://www.iresp.net/animations-scientifiques/les-rendez-vous-de-liresp/>

2.1 Le 1^{er} RDV de l'IReSP « Consommations et addictions aux substances psychoactives chez les populations en situation de vulnérabilité »

Le 18 novembre 2020, une demi-journée portant sur la consommation de substances psychoactives et les addictions chez les personnes en situation de vulnérabilités a été organisée. Trois projets financés dans le cadre d'appels à projets de l'IReSP ont été présentés, suivis par des discussions.

Cet événement en ligne d'une demi-journée, a rassemblé 1 modérateur, 5 intervenants, 140 participants et l'équipe d'organisation de l'IReSP.

2.2 Le 2^{ème} RDV de l'IReSP « Recherche participative et interventions en santé publique »

Né d'une réflexion dans le cadre du groupe de travail sur les services, interventions et politiques en santé, un rendez-vous concernant la participation d'acteurs non chercheurs à des projets de recherche a été organisé le 8 décembre 2020. Le webinar s'est structuré autour d'une présentation théorique sur la recherche participative puis d'un partage d'expérience autour de trois projets de recherche. Une table ronde autour des questions des participants a clôturé la séance et fait émerger des pistes de réflexion pour la suite à donner à ce rendez-vous en 2021.

Cet événement en ligne d'une demi-journée a rassemblé 2 modératrices, 6 intervenants, 90 participants et l'équipe d'organisation de l'IReSP.

3. Subventions accordées pour l'organisation de colloque (hors AAP)

En complément de sa participation au fonctionnement de l'IReSP et aux appels à projets, la DGS met à disposition de l'IReSP une subvention spécifique dont l'objectif est le soutien d'événements (réalisés par des équipes scientifiques) ou des courts projets (hors AAP).

En 2020, l'IReSP a reçu six demandes officielles (par formulaire) de subventions via ce mécanisme. Cette diminution par rapport à l'année 2019 (13 reçues) s'explique sans doute par le contexte de crise sanitaire limitant la possibilité d'organiser des événements.

⁹ Accessible ici : <https://www.cnsa.fr/node/5329>

Sur ces six événements, un seul événement a été subventionné. Il s'inscrivait dans le champ de l'épidémiologie et de la recherche clinique (EPICLIN 2021) et abordait des questions de recherche en santé publique soutenues par l'IRESP.

Un colloque dont la subvention a été accordée en 2019 pour un événement prévu en 2020 a dû être annulé et reporté en 2021 (11^{ème} Congrès du réseau *Health Enhancing Physical Activity Europe* (OMS/Europe)).

4. Outils de Communication

4.1 Lettre d'information en Santé publique

Cette lettre d'information électronique mensuelle affiche les actualités de l'IRESP et de l'ITMO Santé publique d'Aviesan. Elle recense également les appels d'offres et appels à projets, les événements scientifiques relatifs à la recherche (congrès, séminaires, colloques, etc.), les offres de formation, la parution de documents (livres, rapports, plans nationaux, articles, etc.), les prix de recherche et les offres d'emploi dans le domaine de la santé publique.

En 2020, dans le contexte de l'épidémie de la Covid-19, des lettres spécifiques ont été réalisées en avril et mai, en collaboration avec l'Institut de Santé Publique de l'Inserm.

Elles s'adressent à plus de 2500 chercheurs, acteurs institutionnels et acteurs du champ de la santé publique et est disponible sur le [site de l'IRESP](#).

4.2 Revue « Questions de santé publique »

L'IRESP a créé, en 2008, un bulletin à large diffusion intitulé « Questions de Santé Publique » dont l'objectif éditorial est de porter à la connaissance d'un large public (enseignants, étudiants, journalistes, décideurs, milieux de la recherche, associations, public concerné) les informations les plus récentes concernant des questions importantes de santé publique, rédigées de manière à être lisible et compréhensible pour des non spécialistes, en garantissant que les informations publiées sont validées scientifiquement.

Deux numéros ont été publiés en 2020 :

- Julie Boiche *et al.*, « [L'activité physique adaptée comme stratégie de prévention et de traitement des maladies chroniques : les cas du diabète de type II et de la dépression](#) », *Question de Santé Publique*, N°39, juin 2020.
- Nathalie Bajos *et al.*, « [Les inégalités sociales au temps du COVID-19](#) », *Questions de Santé Publique*, N° 40, octobre 2020 – numéro spécial.

4.3 Site internet

En 2020, le site internet de l'IRESP a connu une augmentation de 18% de sa fréquentation par rapport à 2019, avec plus de 32 000 connexions et près de 88 000 pages visitées.

Parmi les 5 pages les plus vues, 3 sont des pages d'appels à projets (AAP Recherche en Santé Publique 2020, Page descriptive des AAP Autonomie et AAP Autonomie-Blanc session 11) et l'une d'elles est la page de présentation des financements proposés par l'IRESP. Enfin la dernière est la page recensant les offres d'emploi en Santé Publique.

En fin d'année, une refonte du site internet de l'IRESP a été initiée, définie avec un groupe de travail constitué de chargées de mission de l'IRESP. Les modifications ont pour but de :

- Redéfinir et mettre à jour le contenu du site ;

- Réorganiser le contenu avec la création d'un grand onglet "Thématiques" présentant les grands programmes d'action de l'IReSP et leurs déclinaisons en termes d'actions ;
- Créer un moteur de recherche recensant les projets financés par l'IReSP ;
- Permettre au public de trouver des informations sur les actions de l'IReSP de façon plus aisée.

4.4 Page LinkedIn

Pour rendre plus visibles les actions de l'IReSP, l'équipe a créé [une page LinkedIn](#) en octobre 2019, notamment pour afficher lesancements des appels à projets, annoncer les séminaires/journées scientifiques et partager les actualités. Au 22 janvier 2021, la page compte 1 189 abonnés.

VI. Éléments financiers

1. Conventions de financement et Recettes

L'année 2020 est une année charnière, avec la mise en place de nouvelles conventions de fonctionnement dès l'été 2020 pour le financement des activités transversales (communes aux Membres du GIS).

En ce qui concerne les Ressources propres (RP), 5 conventions (Drees, DGS, Mildeca, CNSA, Santé publique France) ont été signées avant la fin 2020 et les conventionnements avec la CNAM, l'INCa et le CNRS seront réalisés en 2021.

Les contributions de l'Inserm et du MESRI (notamment en personnels titulaires) passent par une subvention d'état (SE).

En plus de la contribution aux activités transversales, certains Membres apportent un soutien à des programmes thématiques:

- La CNSA a confié à l'IReSP la mise en œuvre d'un programme Autonomie pour l'animation et la structuration de ce champ.
- La CNAM et la DGS apportent un soutien pour le programme Service, Intervention et Politique en Santé.
- Le MESRI soutient, via une subvention d'état, les actions sur le recensement des études Covid-19 via le Portail Epidémiologie France, et l'étude d'opportunité pour le Portail FReSH.

Les conventions pour le soutien de projets signées en 2020 concernent :

- l'AAP Autonomie, réalisé avec le soutien de la CNSA,
- l'AAP Addictions, soutenu par Fonds de Lutte contre les Addictions.

De façon exceptionnelle, une convention spécifique a été établie avec la DGS et signée fin 2020 dans le but d'apporter un soutien financier aux études impactées par la Covid-19.

Au total, 13,03 millions d'euros ont été confiés au GIS IReSP, selon la répartition détaillée dans le tableau 6 ci-dessous. Ce montant comprend aussi les versements des conventions passées avant 2020 (selon les échéanciers annuels de versements).

Parmi les 13,03 millions d'euros, **4,45 millions d'euros** proviennent des contributeurs du GIS IReSP (comprenant les conventions passées également sous l'ancienne convention constitutive du GIS), dont **1,34 million d'euros** dans le cadre de la contribution des Membres du GIS après l'entrée en vigueur de la nouvelle convention constitutive du GIS.

8,58 millions d'euros ont été attribués par des partenaires, dont 8,56 millions d'euros par le Fonds de lutte contre les addictions (FLCA) pour le programme "Substances psychoactives et addictions" et 17 000 euros par l'Agence régionale de Santé Nouvelle Aquitaine et de l'université Bourgogne Franche-Comté pour le soutien de projets de l'AAP Prévention-Promotion de la santé et Service de santé.

Tableau 6 : Bilan des recettes par contributeur

Contributeurs	Montant versé (k€)
Membres	
CNSA	1 685
CNAM	818
DGS	645
MESRI	700
Drees	25
INCa	221
Inserm/MESRI	266
MILDECA	67
Santé Publique France	25
partenaires	
FLCA	8 565
ARS Nouvelle Aquitaine	15
Université Bourgogne Franche-Comté	2
TOTAL	13 034

2. Dépenses

Les dépenses effectives sont de **9,23 millions d'euros** auxquelles il faut ajouter **3,80 millions d'euros** reportés en 2021 et au-delà, **soit au total 13,03 millions d'euros**.

Elles se décomposent en deux grands postes :

- Le fonctionnement. Sont inclus notamment les coûts en personnels, ceux liés aux activités d'animation et pour développement informatique du Portail Epidémiologie France, et aussi les coûts pour la maintenance du site internet, la revue Question de Santé et les fournitures.
- Le soutien de projets (AAP et subventions hors AAP).

Les dépenses liées au soutien de projets sont majoritaires, s'élevant à **8,12 millions d'euros** (soit 88% des dépenses effectives) et sont issus des appels suivants :

- 1,14 million d'euros pour les AAP Prévention et Promotion de la santé, et Service de santé
- 1,94 million d'euros pour les AAP Autonomie
- 5,04 millions d'euros pour les AAP Tabac/Addictions

Les subventions hors AAP s'élèvent à 13 000 € en 2020.

Les montants indiqués correspondent aux versements réalisés en 2020 aux organismes des équipes de recherche, éventuellement dans le cadre d'AAP des années précédentes (les projets sont financés en plusieurs tranches).

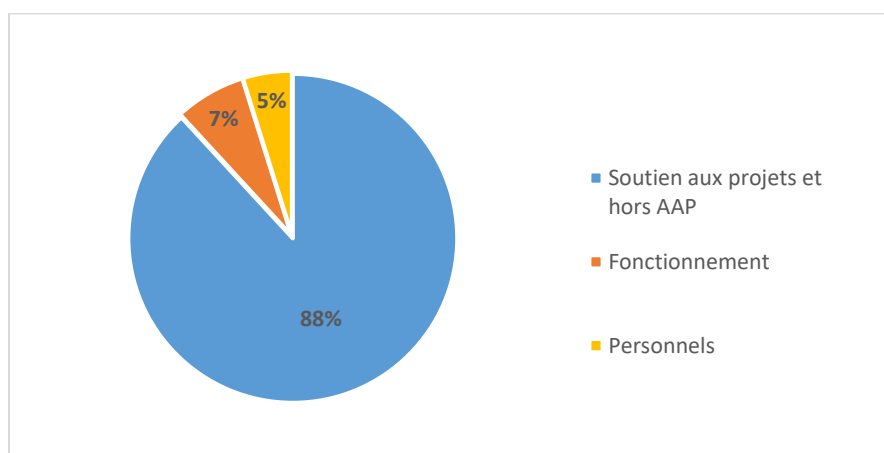
Les dépenses liées au soutien aux projets des AAP dont la contractualisation est postérieure à 2020 apparaîtra dans le bilan 2021.

Les dépenses en personnels s'élèvent à 445 000 euros (162 000 euros en personnels titulaires et 283 000 euros en personnels contractuels).

Les dépenses en fonctionnement sont de **647 000 euros** au total. 205 000 euros sont des dépenses pour les activités d'animation, de communication et de fonctionnement de base pour le personnel. Les frais pour la gestion financière et juridique de l'Inserm sont compris dans les dépenses en fonctionnement et sont surtout liés aux AAP Substances psychoactives et addictions et pour le projet Portail, pour un montant de 442 000 euros.

Pour le fonctionnement des activités transversales, le versement ayant été réalisé pour la majorité en fin d'année ; il y a eu très peu de dépenses (moins de 1000 €) à part pour du personnel (renouvellement de CDD, convention CNSA).

Graphique : Pourcentage des dépenses réalisées (effectives) en 2020 par typologie de dépenses (inclus le soutien direct en personnel titulaire)



Parmi les 3,80 millions d'euros provisionnés pour une utilisation en 2021, 3,02 millions d'euros concernent le report de crédit du Fonds de lutte contre les addictions, 550 000 euros pour le projet Portail et 230 000 pour les autres actions.

VII. Perspectives

1. Perspectives institutionnelles

Afin de concrétiser la nouvelle gouvernance du GIS entérinée avec la nouvelle convention constitutive, le Comité d'Orientation Scientifique du GIS préfiguré en 2020 va être mis en place courant 2021. Ce comité constituera un organe consultatif garant de la pertinence et de la qualité scientifique des activités de l'IReSP. Son rôle est d'apporter un éclairage scientifique aux instances et Membres de l'IReSP, et d'émettre des avis ainsi que des recommandations sur le programme scientifique concerté entre les Membres de l'IReSP et sur les programmes annuels d'activités.

Afin de renforcer les échanges entre Membres et avec la Direction de l'IReSP, de poursuivre la réflexion commune, d'identifier des synergies et de dynamiser les collaborations, un premier séminaire des Membres aura lieu au 1^{er} semestre 2021.

2. Perspectives scientifiques

Grâce à l'engagement des Membres du GIS et à un renforcement des moyens, un ambitieux programme d'activités va être mis en œuvre en 2021 sur **l'identification des besoins de recherche**, le soutien et l'accompagnement de projets, le développement d'outils de support à la recherche et la diffusion des résultats.

Plus précisément, les **états des lieux sur les addictions et sur les services, interventions et politiques de santé**, ainsi que le **bilan quantitatif du programme Autonomie** seront finalisés. Un bilan portant sur les projets financés dans le cadre de la modalité "structuration de réseau" dans les appels à projets IReSP sera également mené en 2021.

En outre, les **appels à projets** des différents programmes seront reconduits et adaptés en fonction des besoins de recherche identifiés via les états des lieux et bilans réalisés, et les échanges avec les Membres. Un travail d'homogénéisation des documents d'appels à projets sera aussi lancé pour améliorer les procédures de gestion des appels à projets.

Concernant les autres outils de soutien à la recherche, l'important travail engagé sur le **projet de Portail FReSH (France Recherche en Santé Humaine)** continuera en 2021 avec notamment la réalisation de l'étude de faisabilité et le début du développement de l'outil et des actions de coordination associées.

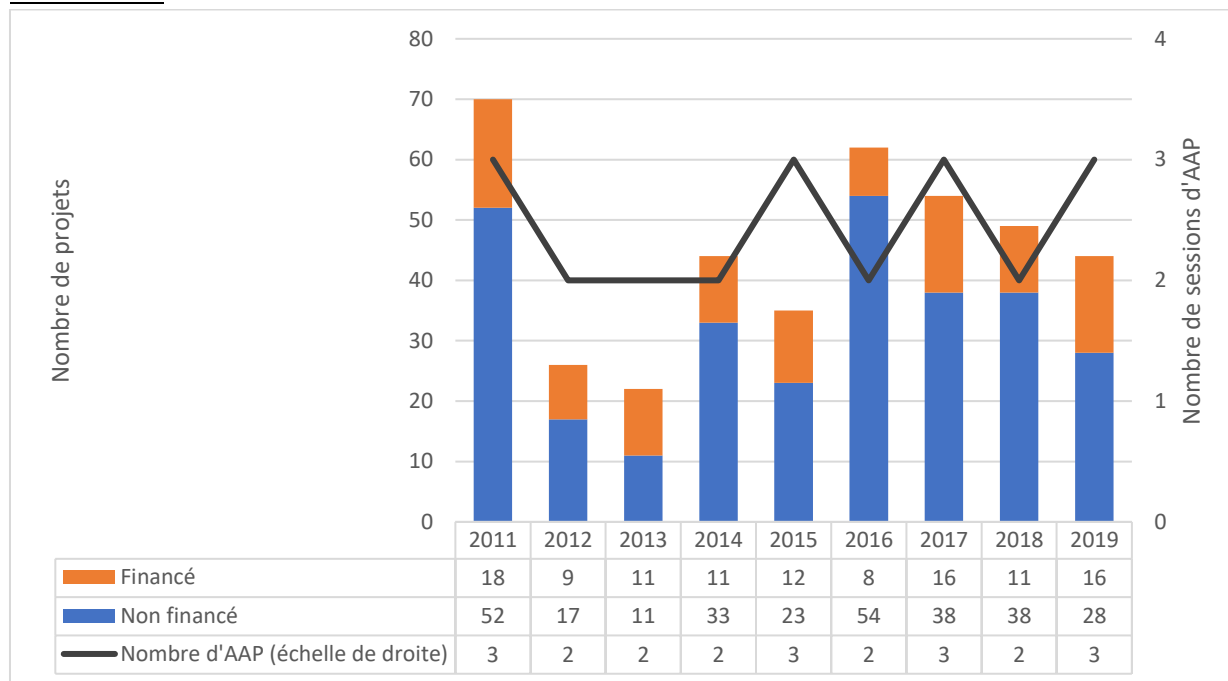
L'appui à la coordination pour la **construction du Partenariat « Transforming Health and Care System »** sera poursuivi, avec l'objectif d'une réponse à la Commission européenne de l'ensemble du consortium fin 2021.

Aussi, les actions d'animation de la communauté et de **diffusion des résultats des projets financés** seront renforcées au travers d'un travail sur les rapports finaux des projets financés et leur évaluation, et d'événements scientifiques divers. Un premier **grand rendez-vous sur les inégalités sociales de santé** est notamment prévu en juillet 2021.

Enfin, de manière transversale, le soutien et l'accompagnement de démarches de **recherche participative** seront au cœur des actions soutenues par le GIS IReSP. Un travail démarrera également sur une **méthodologie d'évaluation des impacts sociétaux de la recherche**.

ANNEXE 1 : Bilan des projets soutenus par la CNSA (2011-2019)

Graphique : Nombre de projets financés et non financés entre 2011 et 2019 en fonction du nombre d'AAP lancés



Lecture : Parmi l'ensemble des projets déposés dans les trois sessions d'appels à projets lancés en 2011, 52 n'ont pas été financés, et 18 ont été financés.

ANNEXE 2 : Liste des projets retenus pour financement par AAP en 2020

Programme « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap » 2020

Liste des projets retenus pour financement

Appel à projets	Nom du coordonnateur	Titre du projet	Structure du coordonnateur
Blanc (session 11)	VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe	Recherche Internationale sur les Droits des Personnes Âgées en situation de Pandémie COVID-19	Réseau d'Études International sur l'Âge, la Citoyenneté et l'Intégration Socio-économique (REIACTIS)
Blanc (session 11)	TRENTA Arnaud	Trajectoires et expériences croisées dans les systèmes d'aide à l'autonomie	Institut de recherches économiques et sociales (Ires)
Blanc (session 11)	ROLLET Nicolas	Appels d'urgence en multimodalité pour des personnes aphasiques	Institut Interdisciplinaire de l'Innovation I3
Blanc (session 11)	ARNAUD Catherine	Emploi, Parcours de soins et Autonomie des JEUnes adultes avec Paralyse cérébrale : données européennes	UMR 1027 - Epidémiologie et analyses en santé publique : risques, maladies chroniques et handicaps
Blanc (session 11)	BUISSON-FENET Hélène	L'orientation scolaire des élèves soutenus par le dispositif ULIS en fin de troisième : continuités des pratiques et des représentations, discontinuités des parcours ?	Laboratoire TRIANGLE
Blanc (session 11)	BAUDOT Pierre-Yves	Assignation à résidence. Handicaps, trajectoires résidentielles et politiques publiques.	IRISSO CNRS-INRAE
Blanc (session 11)	BAGHDADLI Amaria	Etude de la prévalence et de la consommation de soins des patients TSA à partir des données médico-administratives du SNDS	Centre de Ressources Autisme Laboratoire CESP

Blanc (session 11)	PELISSIER Aurore	Configurations d'Aides et Situations d'Emploi pour les P'Roches Aidants. Le cas des enfants atteints de maladies rares avec déficience intellectuelle.	Laboratoire d'Économie de Dijon
Etablissements, services et transformation de l'offre médico-sociale (session 2)	BILLAUD Solène	Collaborations professionnelles et solidarités au travail dans les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes : une interrogation au prisme de la crise sanitaire	Laboratoire PACTE
Etablissements, services et transformation de l'offre médico-sociale (session 2)	LEDOUX Clémence	Perspectives comparées des effets du Covid sur les politiques et les professionnels du care auprès des personnes âgées en perte d'autonomie à domicile	Laboratoire Droit et changement social
Soutien à la structuration de communautés mixtes de recherche	EYRAUD Benoit	Structurer une démarche de recherche citoyenne sur l'exercice des droits humains des personnes vulnérabilisées par la vieillesse, la maladie, le handicap	Centre Max Weber
Autisme et sciences humaines et sociales	ANCET Pierre	Communication, Expression, Lecture, Ecriture pour les Personnes Autistes dites à bas niveau de fonctionnement - Recherche participative avec création d'un outil de sciences citoyennes.	Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche « Sociétés, Sensibilités, Soins »
Autisme et sciences humaines et sociales	VUATTOUX Arthur	Personnes autistes, socialisation et apprentissages. La prise en charge des adolescents et jeunes adultes dans les groupes d'entraînement aux habiletés sociales.	Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux

Programme « Substances psychoactives et Addictions » Appel à projets de recherche 2019

Liste des Projets retenus pour financement

Nom du porteur	Titre du projet	Laboratoire du porteur
BATISSE	Projet pilote de pipes à crack expérimentales	Centre d'AddictoVigilance de Paris (CEIP-A)
BAUNEZ	Translational study of the influence of the presence of a peer on alcohol intake and its neurobiological substrate	Institut de Neurosciences de la Timone, UMR7289, équipe BAGAMORE, MARSEILLE
BEAUNIEUX	Alcohol and Drugs in University of Caen Normandy - Part 3 "Prevention"	LPCN EA7452, UFR de Psychologie, Université Caen Normandie
BRETON	Prévention de la transmission intergénérationnelle des conduites addictives : recherche interventionnelle dans le cadre du programme « Une affaire de famille ! »	Laboratoire Arènes UMR 6051 EHESP
CAMBON	Evaluation de l'impact, de la viabilité et de la transférabilité d'un dispositif d'accompagnement en RDRD Alcool basé sur le rétablissement en santé mentale	CHU de Bordeaux, Équipe émergente de recherche Inserm-UB U1219
DALLERAC	Rôle des interactions neuro-gliales dans l'addiction à la cocaïne	Institut des Neurosciences Paris-Saclay UMR 9197, CNRS Université Paris-Sud
DUPOUY	Comprendre les changements d'implication des médecins généralistes dans la prise en charge en soins premiers des patients ayant un trouble de l'usage des opioïdes	Département universitaire de médecine générale, Faculté de médecine de Toulouse, Université Toulouse III Paul Sabatier
GERMANAUD	Spectre de l'Alcoolisation Fœtale : identification de marqueurs neuroanatomiques en IRM (SAFIR)	Équipe inDev (#5), UMR1141 NeuroDiderot, Inserm, CEA, Université de Paris in Translational Applicative and Clinical NeuroImaging Unit (UNICAT), NeuroSpin, CEA-Saclay
ICICK	Reinforcing PhD projects in the International Collaboration on ADHD and Substance Abuse (ICASA)	UMRS 1144 « Optimisation de la réponse thérapeutique en neuropsychopharmacologie »
LE HENAFF	L'usage des activités physiques dans la prise en charge des addictions	DYSOLAB, Université de Rouen
LE HENAFF	L'ordre négocié de l'alcool au rugby et en escalade	DYSOLAB, Université de Rouen

LEMOGNE	Ethanol consumption Level and behavioral Parameters Estimated during Negative Or positive Reinforcement learning	Inserm U1266, équipe « Vulnérabilité aux troubles psychiatriques et addictifs » - Institut Psychiatrie et Neurosciences de Paris
MARY-KRAUSE	Facteurs associés aux trajectoires de consommation de CANNabis de l'Adolescence à l'Age adulte (CANAAAn)	Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique (IPLESP) INSERM UMR_S 1136 Equipe de Recherche en Epidémiologie sociale (ERES)
MOISAN	Interactions patients experts en addictologie : Modélisation des interactions patients-patients experts-soignants au cours du parcours de soins en addictologie	Unité de Traitement Ambulatoire des Maladies Addictives (UTAMA), Département de Psychiatrie et d'Addictologie Beaujon-Bichat
NAASSILA	Réseau national de recherche en alcoologie	GRAP INSERM UMR-S 1247, Université de Picardie Jules Verne, Amiens
RITZ	Neuropsychologie des Addictions en Communautés Thérapeutiques	Laboratoire de Psychologie Caen Normandie (LPCN, EA 7452), Université Caen Normandie
ROLLAND	Trajectories and reactions of users and relatives consulting French youth addiction services (Consultations Jeunes Consommateurs)	Service Universitaire d'Addictologie de Lyon (SUAL), CH Le Vinatier
SALLES	Etude de faisabilité et d'acceptabilité de l'application « Chez Maurice »	Centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) Maurice Dide, Hôpital La Grave, Toulouse
SERRE	Implication of craving in substance use among subjects with addiction. An Ecological Momentary Assessment study.	SANPSY CNRS USR 3413, Equipe Addiction, Université de Bordeaux
SOLINAS	Effets de la stimulation environnementale sur le risque de rechute dans l'addiction aux drogues	Laboratoire de Neurosciences Expérimentales et Cliniques, LNEC, Université de Poitiers
VANHOUTTE	Dopamine-glutamate receptor heteromers in mice and humans: a targetable molecular candidate at the crossroad of addiction and risk factors	Laboratoire Neurosciences Paris-Seine ; CNRS/UMR8246 ; INSERM/UMRS-1130, Sorbonne Université

Programme « Substances psychoactives et Addictions » Appel à projets subventions doctorales 2020

Liste des Projets retenus pour financement

Nom	Titre du projet	Laboratoire
ANDERSEN	Inégalités sociales vis-à-vis des conduites addictives dans le contexte de l'épidémie de COVID-19	Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique (IPLESP), UMR 1136 INSERM, Sorbonne Université
AURIOL	Jugement et stigmatisation des addictions chez les personnes atteintes de cancer : approche multifactorielle auprès d'un public « tout venant » et de professionnels de santé	Centre d'Etudes et de Recherche en Psychopathologies et Psychologie de la Santé (CERPPS)
BAILLET	Le craving : marqueur précoce et prédictif de l'addiction au tabac, à l'alcool et au cannabis	Laboratoire SANPSY CNRS USR 3413, Equipe Addiction, Université de Bordeaux
BASTIEN	Profils, usages et santé des consommateurs réguliers de cannabis dans le contacte français	Laboratoire Sciences Economiques et Sociales de la Santé et Traitement de l'information Médicale (SESSTIM), UMR 1252 INSERM, IRD, Université Aix Marseille
DEJEAN DE LA BATIE	Conception et analyse fonctionnelle de modulateurs allostériques du récepteur nicotinique de l'acétylcholine $\alpha 4\beta 2\alpha 5$ pour le traitement de l'addiction à la nicotine	Département de Neurosciences – Unité Récepteurs Canaux, UMR-CNRS 3571
MOREAU	Compréhension de la singularité psychique des sujets adultes à Haut Potentiel Intellectuel face aux conduites addictives et nouvelles pistes de prise en charge	Laboratoire QUALIPSY, équipe émergente 1901
VANDENDRIESSCHE	Consommation d'alcool et paramètres computationnels dans l'apprentissage par renforcement	Laboratoire de Neurosciences Cognitives et computationnelles, ENS-INSERM U960
ZARCONI	Etude des mécanismes cellulaires et moléculaires impliqués dans la pathogénicité pulmonaire des émissions de tabac chauffé	Laboratoire IMPacts de l'Environnement Chimique sur la Santé (IMPECS), URL 4483

ANNEXE 3 : Projet PrevHPV - Bilan des questionnaires diffusés auprès des populations cibles

	Nombre de questionnaires complets	Objectifs protocole
Enquête quantitative- Professionnels de l'Education Nationale [01/2020-2021]	162 (54%) dont 113 enseignants	300
Enquête quantitative - Etudiants SESA [10/2019-02/2020]	732 (73%)	1000
Enquête quantitative - Adolescents [01/2020-2021]	716	1000
Etude des préférences - Adolescents 4ème /3ème [01/2020-03/2020]	1458 questionnaires dans 5 collèges répartis sur 3 régions	1000
Etude des préférences - Parents [01/2020-2021]	298	1000
Enquête qualitative - Médecins généralistes [12/2019-06/2020]	26 entretiens dans 4 régions françaises	
Focus groups(FG)- Parents et Enseignants [01-2020/2021]	4 focus groups réalisés dans deux collèges privés. Souhait de réaliser d'autres FG dans des collèges publics (en cours de recrutement)	

ANNEXE 4 : Volumétrie des appels à projets (2016-2020)

Tableau récapitulatif des appels à projets (2016-20120)

Appels à projets	Année 2016		Année 2017		Année 2018		Année 2019		Année 2020	
	Nombre de projets retenus	Montants	Nombre de projets retenus	Montants	Nombre de projets retenus	Montants	Nombre de projets retenus	Montants	Nombre de projets retenus	Montants
Autisme 2016 - Session 3	3	313 692,50								
Handicap et perte d'autonomie - Session 7	5	478 982,12								
Général - Prévention 2016*	7	975 000,00								
Recherche sur les services de santé 2016	8	925 000,00								
Autisme 2017 - Session 4			4	500 000,00						
Handicap et perte d'autonomie - Session 8			7	672 317,60						
Général - Prévention 2017			13	1 672 046,00						
Services de Santé 2017			10	1 025 743,35						
Dispositif et modalité d'accompagnement des personnes handicapées dans les établissements médico-sociaux			5	528 634,80						
Prévention et promotion de la santé 2018*					5	1 503 046,00				
Recherche sur les services de santé 2018					8	1 063 172,00				
Lutte contre le tabagisme 2018					14	2 886 752,00				
Les établissements et services médico-sociaux pour les personnes handicapées					4	352 985,00				
Handicap et perte d'autonomie - Session 9					7	824 813,00				
Lutte contre les addictions							18	3 866 864,00		
Lutte contre le tabagisme 2019							7	4 013 416,00		
Subventions doctorales 2019 - Lutte contre le tabagisme							2	218 431,00		
Polyhandicap							5	695 958,00		
Handicap et perte d'autonomie : établissements, services et transformation de l'offre médico-sociale							3	288 145,00		
Handicap et perte d'autonomie - Session 10							8	1 055 653,00		
AAC Addictions 2020									4	442 085,00
Promotion de la santé – prévention et Services de santé									(en cours)	(en cours)
« Blanc » - session 11									8	1 597 452
Etablissements, services et transformations de l'offre médico-sociale - session 2									2	304 600
Autisme et sciences humaines et sociales									2	441 115
Soutien à la structuration de communautés mixtes de recherche									1	249 136
TOTAL	23	2 692 674,62	39	4 398 741,75	38	6 630 768,00	43	10 138 467,00	17	3 034 388,00

* financement de projets par les financeurs directement (ex. La Ligue, Adème)

Graphique de la répartition du financement par programme

